



## **Déclaration liminaire UNSA**

### **Réunion CIAS du 6 mai 2020**

Madame la sous-directrice,

Mesdames et messieurs les membres du CIAS,

L'UNSA Fonction Publique vous remercie pour la tenue de cette audioconférence. Il est nécessaire de faire le point sur l'Action Sociale Interministérielle et l'Action Sociale Ministérielle en cette période de crise sanitaire qui risque d'aboutir à une crise sociale. Dans ce contexte troublé, l'Action Sociale Interministérielle n'a pas vocation à jouer le rôle de variable d'ajustement budgétaire.

En cette période, un lien fort entre ces deux actions sociales doit exister même si les besoins des agents peuvent être différents d'un ministère à l'autre, comme nous l'indique la synthèse remise. L'UNSA Fonction Publique tient à saluer le travail de tous les agents qui ont fait fonctionner l'action sociale dans cette période, que ce soit au niveau national ou au niveau local, en présentiel ou en télétravail. Les besoins étaient criants et urgents. Des réponses ont été apportées, parfois innovantes.

Lors de l'Assemblée Plénière du Comité Interministériel d'Action Sociale du 4 février 2020, l'UNSA Fonction Publique avait commencé sa déclaration ainsi : « Le cycle de l'action sociale est composé de temps longs et de temps courts. Le temps long est celui de la réflexion, de l'évaluation, de la prise de conscience, du suivi et de la définition d'actions. Le temps court est celui de la décision, de la mise en place, de la correction, de l'inflexion... En cas de mauvais temps, le temps long ne peut s'éterniser. » Cette introduction trouve encore plus son sens maintenant.

Le temps long peut être résumé ainsi quant aux préoccupations des agents lors de la phase de reprise en présentiel : besoin de restauration collective dans les conditions sanitaires obligatoires pour les agents et

pour ceux qui travaillent à la confection des repas, besoin de garde d'enfants, besoin de logements d'urgence ou temporaire, notamment dans le cadre de violences conjugales ou familiales ou de difficultés liées à des mutations ou primo-affectations. Des besoins plus lointains vont ensuite émerger : se projeter sur des vacances, se projeter sur une vie culturelle, sportive.

Des actions importantes de l'Action Sociale Interministérielle vont être en difficulté cette année, principalement le Chèque Emploi Service Universel garde d'enfants et l'ouverture de nouveaux plans Chèques-Vacances. Les réservations de berceaux en crèche sont heureusement sanctuarisées. Les Sections Régionales Interministérielles d'Action Sociale ne peuvent se projeter sur les actions habituelles : sorties culturelles, aide au départ en vacances. Il ne faut pas négliger les difficultés financières des Restaurants Inter-Administratifs ou Administratifs, notamment en raison des demandes des fournisseurs ou du manque à gagner passé et à venir.

Quant au temps court, urgent, l'UNSA Fonction Publique a des propositions :

- Chèque Emploi Service Universel déplafonné et une aide exceptionnelle pour garde d'enfants cette année, notamment pour les six-douze ans,
- Révision des barèmes chèques vacances, notamment en permettant une épargne courte cette année
- Soutien sans faille de l'administration envers les Restaurants Inter-Administratifs ou Administratifs, notamment dans les relations fournisseurs
- Report des crédits non consommés des Sections Régionales Interministérielles d'Action Sociale
- Logement, une politique forte de soutien aux agents cette année en augmentant les crédits liés à cette action,

Pour l'UNSA Fonction Publique, il est temps de s'engager dans une réflexion autour de l'action sociale, son ouverture au plus grand nombre, notamment pour les non-parents ou ceux sorti de parentalité, sans oublier les retraités, l'aide au maintien à domicile ne suffit pas à leurs besoins.